

L'opposition au projet NÉO ne désarme pas.

Le projet NEO, visant à transformer le plateau du Heysel à Bruxelles en un nouveau quartier incluant un centre commercial de 72 000 m², suscite une opposition significative de la part de diverses associations, autorités et citoyens. Les principales critiques portent sur plusieurs aspects :

1. Impact sur le commerce local :

Des organisations telles que l'Union des Classes Moyennes (UCM) et Unizo expriment des inquiétudes quant à la concurrence que le centre commercial pourrait représenter pour les commerces de proximité. Des études suggèrent qu'une combinaison de projets comme Docks, Uplace et NEO pourrait entraîner une baisse de chiffre d'affaires de 23 % pour les commerces du centre-ville .

2. Problèmes de mobilité :

Le projet est critiqué pour son potentiel à aggraver la congestion routière, avec une estimation de plus de 120 000 déplacements supplémentaires le samedi. Les infrastructures existantes, notamment le ring de Bruxelles, sont déjà saturées, et l'ajout de 3 700 places de parking pourrait exacerber la situation .

3. Enjeux environnementaux :

Des associations environnementales, telles qu'Inter-Environnement Bruxelles (IEB), soulignent que le projet entraînerait l'abattage de 749 arbres et la bétonisation d'une grande partie du site. Elles critiquent également la création d'espaces verts sur dalles, jugés inadaptés et peu durables .

4. Procédure démocratique contestée :

Le processus décisionnel du projet est accusé de manquer de transparence et de participation citoyenne. La Commission régionale de développement (CRD) s'est opposée à la création d'une nouvelle zone d'intérêt régional (ZIR) sur le plateau du Heysel, estimant que l'affectation actuelle permettait déjà un développement équilibré sans nécessiter un centre commercial de cette ampleur .

5. Opposition politique et juridique :

Le gouvernement flamand a émis un avis négatif sur le projet, invoquant des impacts négatifs sur la mobilité et l'environnement en Flandre, ainsi que des effets défavorables sur le commerce des villes et communes avoisinantes . Par ailleurs, la commune de Vilvorde a entamé une procédure juridique contre le projet, craignant des conséquences néfastes sur sa propre mobilité et son commerce local .

En résumé, le projet NEO fait face à une opposition multidimensionnelle, mettant en lumière des préoccupations économiques, environnementales, sociales et procédurales.